

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

Note sur l'impopolarité de la statistique et ses causes

Journal de la société statistique de Paris, tome 5 (1864), p. 105-108

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1864__5__105_0

© Société de statistique de Paris, 1864, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IV.

Note sur l'impopularité de la statistique et ses causes.

Malgré les services qu'elle rend, chaque jour, à la Science et à l'Administration, malgré la haute et solennelle consécration que lui ont donnée les congrès internationaux, la Statistique n'a pas encore reçu ses lettres de grande naturalité en Europe, et nous n'avons que l'embarras du choix parmi les faits qui témoignent de son impopularité dans les régions officielles, sans parler des défiances, de l'hostilité même qu'elle rencontre partout ailleurs.

Nous ne résistons pas au désir d'en citer quelques-uns.

Il y a quelques années, dans un *pays voisin de la France*, la Directeur du Bureau central de statistique recevait un jour la visite de M. X., jeune maître des requêtes au conseil d'État, et la conversation suivante s'établissait entre eux :

M. X. Monsieur, la section à laquelle j'appartiens est, en ce moment, appelée à examiner le budget du ministère dont dépend votre service. Voulant s'éclairer sur l'utilité du crédit demandé pour ce service, elle m'a chargé de venir prendre directement auprès de vous les renseignements qui lui sont nécessaires. Et, d'abord, permettez-moi de vous demander quelle est la nature de vos travaux ?

Le Directeur (surpris et même un peu piqué). Monsieur, la question m'étonne. Le conseil d'État, auquel le ministre envoie, chaque année, les publications de mon Bureau, devrait savoir que j'ai mission de faire une enquête périodique sur les faits économiques et sociaux les plus importants, et notamment sur les forces productives du pays (agriculture et industrie); sur le mouvement de la population constaté à la fois par les dénombrements et le relevé annuel des naissances, mariages et décès; sur l'assistance publique sous toutes ses formes, depuis la crèche jusqu'à l'hôpital; sur les institutions de prévoyance; sur les établissements pénitentiaires; sur les prix et salaires; sur les consommations dans les principales villes; sur les assurances et les sinistres de toute nature, etc.

M. X. Très-bien; mais je dois faire ici une observation importante, c'est que la plupart de ces enquêtes ont déjà été faites par votre prédécesseur et qu'on ne s'explique pas pourquoi vous les recommencez. Ainsi, il a publié 4 forts volumes sur l'agriculture, 4 autres volumes sur l'industrie, 2 volumes sur l'assistance publique et les prisons, je ne sais combien d'autres volumes sur d'autres matières. Ce domaine de la statistique a donc été complètement exploré, et la section se demandera certainement pourquoi l'administration recommence les travaux qu'elle a déjà faits à d'autres époques.

Le Directeur (regardant attentivement son interlocuteur). **M. le maître des requêtes** plaisante très-agréablement...

M. X. Mais, Monsieur, je ne plaisante pas du tout.

Le Directeur (se contenant avec peine). Alors, Monsieur, vous pensez que le cœur de ce pays a cessé de battre juste à la date de la retraite de mon prédécesseur; que, notamment, sa population est restée stationnaire, que sa mortalité, que sa fécondité n'ont pas varié, que ses forces productives sont aujourd'hui exactement les mêmes qu'il y a dix ou vingt ans; en un mot, qu'il s'est fait, par une sorte d'enchantement, un temps d'arrêt complet dans toutes ses conditions d'existence? Pour l'honneur du conseil d'État, Monsieur, je ne voudrais pas qu'une pareille pensée eût pu être exprimée en dehors de ce cabinet.

M. X. (piqué à son tour). Il est tout naturel, Monsieur, que vous cherchiez à justifier l'existence de votre service; pour moi, je conserve mon opinion, et je n'hésiterai pas à la soutenir devant la section.

Le maître des requêtes sortit sur ces mots et retourna au conseil d'État, où la section intéressée se trouvait précisément en séance et se préparait à discuter les modestes ressources affectées aux travaux de la statistique.

La discussion fut courte, mais décisive : à la suite des observations de notre jeune fonctionnaire sur la complète superfluité du Bureau de statistique, elle supprima d'un trait de plume le crédit demandé... Le coup était rude, mais non mortel; on pouvait en appeler de la section à l'assemblée générale. C'est ce que fit avec succès l'éminent et énergique ministre de qui relevait alors le service ainsi menacé.

L'horizon de la statistique commençait à se rasséréner et notre Directeur à se remettre de ce vif émoi, lorsqu'il est appelé dans le cabinet du ministre qui lui tient à peu près le langage que voici :

« Vous avez été dénoncé au chef de l'État par un certain nombre de représentants de l'autorité locale, comme entravant l'expédition des affaires courantes par le nombre toujours croissant des renseignements que vous leur demandez; par les travaux prétendus excessifs que vous imposez à leurs bureaux. Si j'avais été courtisan, j'aurais déféré au désir du Souverain en supprimant ou en réduisant votre service et en vous donnant une autre destination. J'ai résisté, je vous ai défendu et je vous maintiens. Mais il est nécessaire que le Souverain ne reste pas sous l'impression des plaintes que vous avez provoquées. Voici les mémoires qui lui ont été adressés; faites-y une réponse courte et péremptoire, je la mettrai sous ses yeux. »
Le Directeur, profondément touché, s'oublia jusqu'à serrer affectueusement la main du courageux ministre et sortit. Le mémoire fut rédigé, remis, lu, et l'affaire n'eut pas de suite.

A quelques mois d'intervalle, un des collègues de ce ministre tentait d'en obtenir, toujours sur les plaintes de ces mêmes représentants de l'autorité locale (organes un peu complaisants de leurs bureaux), une certaine restriction de la sphère d'activité du Bureau de statistique. Cette nouvelle démarche était restée sans résultat et l'Excellence ainsi éconduite paraissait s'être résignée, lorsqu'un matin, un des journaux les plus dévoués à la politique du gouvernement attaqua dans les termes les plus vifs une des enquêtes qui dirigeait en ce moment le Bureau de statistique... Sur la proposition du malheureux Directeur ainsi harcelé et condamné à une défensive perpétuelle, le ministre consentit à autoriser une réponse ... qui ne fut insérée qu'après des atermoiements et des difficultés de toute nature.

Mais ce n'est pas seulement dans ce pays voisin de la France que la statistique officielle a eu les honneurs de la persécution. Les palmes du martyre lui ont encore été infligées ailleurs. Ainsi, plusieurs fois et violemment attaqué au sein des deux chambres, le Bureau de statistique belge a perdu une notable partie de sa dotation et n'a pu continuer cette excellente monographie du mouvement de la population qu'elle publiait annuellement avec le plus grand succès pour les hommes spéciaux. — En Hollande, une commission supérieure, composée des économistes et administrateurs les plus éminents du pays, donnait une active et heureuse impulsion aux travaux d'un bureau central. Dans un paroxysme de cette fièvre d'économie qui saisit quelquefois les législatures, surtout quand elles veulent se débarrasser d'un cabinet ou d'un ministre impopulaire, et qui s'en prend toujours aux plus minces détails d'un budget, les États généraux supprimèrent un jour, et au moment le plus imprévu, le crédit affecté aux traitements de la commission. — Dans la Saxe royale, le chef du Bureau de statistique s'était attiré, par la hardiesse de certaines déductions tirées des documents recueillis par ses soins, les ressentiments de quelques membres de la Chambre. Ils s'en vengèrent en demandant et en obtenant la suppression du crédit affecté à ses travaux. Le directeur se démit immédiatement de ses fonctions, dans la pensée que cette satisfaction personnelle une fois donnée à la Chambre, le crédit serait réintégré au budget et la cause de la statistique sauvée. Vain espoir, l'économie fut maintenue, et les publications du Bureau de statistique se réduisent aujourd'hui à un simple journal mensuel formant supplément au *Moniteur* de l'endroit.

En présence de ces manifestations hostiles, éclatant à la fois dans de grands et petits États et sur les points les plus divers de l'Europe, nous nous sommes demandé si la statistique n'avait rien à se reprocher, si elle avait la conscience parfaitement nette des griefs invoqués contre elle. Nous nous sommes notamment posé la question de savoir si elle n'avait pas eu le tort de procéder comme si l'éducation spéciale du pays était faite, c'est-à-dire de prendre trop tôt des allures scientifiques; si elle n'eût pas mieux atteint son but en se rendant plus accessible, plus populaire, plus attrayante. Il est certain que, longtemps, en France et à l'étranger, le mot *statistique* n'a désigné que des masses indigestes de chiffres, de lourdes et pesantes colonnes de données numériques, vaste dédale au travers duquel l'esprit cherchait vainement sa voie. Si un progrès sensible a été réalisé depuis, si, aujourd'hui, le règne exclusif du *chiffre* a cessé, si le texte, l'explication, le commentaire, les rapprochements instructifs tendent à prendre une notable partie de la place qu'il absorbait autrefois, ce progrès est-il suffisant? Les préventions, les préjugés ont-ils disparu? Les enquêtes du gouvernement trouvent-elles partout cette faveur, ces dispositions favorables, cette juste appréciation de leur importance qui peuvent seules en assurer le succès? L'agriculteur auquel il demande le rendement de sa terre et sa richesse en bétail, le manufacturier qu'il invite à lui faire connaître la valeur de ses matières premières et de ses produits, la force de ses moteurs, le nombre de ses ouvriers et de ses machines, le secret de son industrie enfin, fournissent-ils avec empressement les renseignements sollicités? Le mettent-ils spontanément en mesure de suivre, dans ses développements, la richesse du pays? Hélas! s'ils étaient sincères, les statisticiens officiels seraient unanimes à dire qu'il n'en est point ainsi et qu'ils ont à lutter à la fois et contre le mauvais vouloir des populations toujours disposées à prêter une arrière-pensée fiscale aux recherches de l'au-

torité, et contre la secrète hostilité des fonctionnaires locaux chargés de la tâche, un peu ingrate, il faut l'avouer, de réunir, dans de pareilles conditions, les éléments du travail qui leur est demandé.

Que faire pour conjurer ces difficultés, pour mettre un terme à cet antagonisme? comment susciter ou développer, au moins en France, le goût des études statistiques? De plusieurs manières, selon nous, et avant tout, en travaillant résolûment à l'éducation économique du pays. Si, par un enseignement spécial largement appliqué, toutes les classes de la société apprenaient à connaître les conditions dans lesquelles se crée et se développe la richesse publique, elles comprendraient la nécessité de favoriser de tout leur concours les enquêtes qui peuvent jeter quelque lumière sur le mouvement, les vicissitudes, les formes nouvelles de cette richesse, et sur les causes qui en empêchent ou en ralentissent le progrès. On verrait alors se produire, chez nous, ce fait caractéristique et de si bon augure en Angleterre, du débit nombreux des publications officielles, débit favorisé sans doute par la modicité de leur prix, mais qui n'aurait certainement pas lieu, en France, dans les mêmes conditions de bon marché. Nous voudrions en outre que les portes de l'enseignement public à tous ses degrés fussent ouvertes à la statistique proprement dite, c'est-à-dire à l'étude des faits sociaux, moraux et économiques. En Angleterre, en Allemagne, en Scandinavie, en Russie, les chaires d'économie politique sont en même temps des chaires de statistique comparée. Pourquoi n'en serait-il pas de même partout ailleurs? Pourquoi, dès le lycée, nos enfants ne seraient-ils pas appelés à étudier de petits précis, clairs, substantiels, attrayants (autant que la matière le comporte) sur les conditions d'existence de leur pays, telles que les révèle la statistique officielle? Pourquoi des livres de cette nature ne seraient-ils pas mis, dans les écoles normales primaires, entre les mains des futurs maîtres de nos campagnes?

Quant aux hommes spéciaux, statisticiens officiels ou non, nous voudrions qu'ils se fissent un devoir, par la publication de monographies intéressantes ayant pour objet les questions le plus à l'ordre du jour, de populariser les recherches statistiques, en démontrant la grande importance, la haute utilité pratique des résultats auxquels elles conduisent, quand elles reposent sur des méthodes d'observations éprouvées.

J. B.

(La fin au prochain numéro.)